



## Macron président : cinq ans de lutte en vue

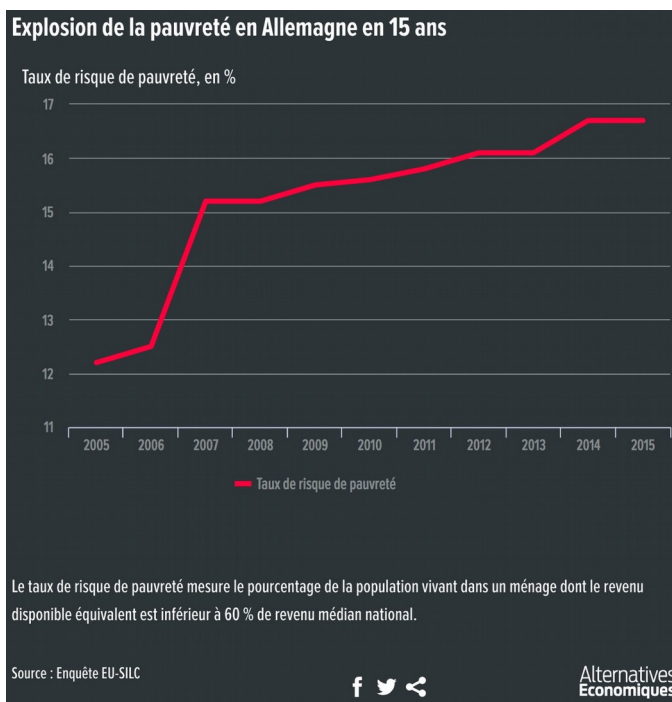
L'accession d'Emmanuel Macron à la présidence signe le début d'une période durant laquelle les libéraux vont attaquer gravement le code du travail et nos droits sociaux. Quelles seront les conséquences pour les jeunes travailleurs ? Comment faire face ?

### Ce que Macron nous promet:

La victoire d'Emmanuel Macron à la dernière élection présidentielle annonce cinq années durant lesquelles le code du travail et l'ensemble de nos droits sociaux vont être attaqués impitoyablement par les libéraux au pouvoir. **Cinq années durant lesquelles nous devons lutter pied à pied pour conserver nos acquis et des conditions de travail décentes et humaines.**

Macron, qui a passé toute la campagne à cacher du mieux qu'il pouvait que son programme était en de nombreux points semblable à celui du MEDEF, s'est entouré de manière significative une fois arrivé aux commandes: Patrick Strzoda, son directeur de cabinet, a supervisé la répression du mouvement contre le loi Travail à Rennes; Édouard Philippe, premier ministre, homme de droite, mais surtout lobbyiste pro-nucléaire ayant officié chez Areva de 2007 à 2010 ; Murielle Pénicaud, ministre du travail, ex-DRH de Danone, membre de plusieurs conseils d'administration, etc.

**Son programme, pour lequel, au final, peu d'électeurs ont voté**, consiste grosso-modo à « libérer » au maximum le marché du travail en France. Sous ce terme trompeur, il s'agit en fait de pousser à la fin de la durée légale du temps de travail hebdomadaire, d'inverser la hiérarchie des normes entre loi et accords d'entreprises, de faciliter les licenciements, de réduire au maximum les « charges » des entreprises servant à financer notre système de solidarité sociale, de reculer l'âge de départ à la retraite, d'ouvrir le secteur public à la concurrence privée, de mettre fin au CDI et autres réjouissances toutes issues du « package » libéral promu par le patronat et les milieux financiers depuis une quarantaine d'années. **En bref, la loi Travail de 2016 en pire**, le tout décidé par ordonnances, c'est à dire, sans laisser de place pour le débat démocratique. Comme quoi, on peut tout à fait être jeune et défendre de vieilles idées...



Le modèle de référence affiché par Macron et ses soutiens est l'Allemagne, qui a réduit son chômage de moitié grâce à des « réformes audacieuses ». Sacré modèle ! **En mai 2017, le FMI a fait part de son inquiétude face à l'aggravation de la pauvreté en Allemagne.** En effet, le chômage a baissé et les marges des entreprises ont augmenté mais au prix de la précarisation des travailleurs allemands et ce, à cause des mesures du type de celles citées plus haut : création de contrats rémunérés sous le SMIC, facilitation des licenciements, etc. Conséquence immédiate : **au lieu d'avoir des chômeurs, l'Allemagne se retrouve avec des millions de travailleurs pauvres**, obligés pour survivre de multiplier les boulots sous-payés. Ainsi, la croissance est en hausse, certes, mais seule une petite minorité en

profite. Enfin, notons tout de même qu'en Allemagne le chômage stagne autour de 6 % de la population active, soit environ 2, 5 millions de travailleurs privés d'emploi. Comme politique « miracle », on peut imaginer mieux...

**L'objectif réel de telles mesures est de permettre aux grosses entreprises de dégager des marges toujours plus importantes** grâce à la réduction de la masse salariale dans les entreprises et à la surexploitation de la main d'œuvre restante. Les richesses ainsi créées sont accumulées dans des proportions toujours plus importantes par les entreprises et les actionnaires de celles-ci.

**Le modèle social induit par ce type de politique est une société déchirée entre une petite minorité de très riches et une grosse majorité de pauvres.** Qu'ils soient salariés, sans emploi ou auto-entrepreneurs, l'écart entre les deux blocs se creuse sans cesse. L'insécurité permanente de l'emploi qui s'ensuit est par ailleurs favorable au repli et à l'émergence d'une xénophobie de plus en plus débridée.

## **Les jeunes, principales victimes de cette politique:**

L'ensemble des travailleurs sera impacté par cette casse annoncée du code du travail (« simplification ») et de nos acquis. **Il est clair cependant que du fait même de leur nouveauté sur le marché de l'emploi, les plus jeunes vont subir encore plus durement cette politique.**

Souvent les moins conscients de leurs droits, les jeunes sont les premières victimes de la discrimination à l'embauche, du non paiement des heures supplémentaires ou encore des abus de leur hiérarchie. Sans ressources, sans épargne pour la plupart, les jeunes travailleurs sont contraints d'accepter toutes les exigences de leurs supérieurs, sous peine d'être tout simplement remplacés. Le chômage de masse aide en effet grandement le patronat à faire pression.

La logique libérale actuelle, la baisse des dotations de l'État aux universités, la hausse des frais d'inscription que cela implique, ainsi que la baisse des bourses vont certainement amener de plus en plus de jeunes à contracter des prêts pour pouvoir suivre des études supérieures. **Autrement dit, de plus en plus de jeunes travailleurs commenceront leur parcours professionnel endettés, et donc encore plus fragilisés face à leur employeur.**

Selon Macron, ça ne gênerait pas les jeunes de bosser plus de 40 heures/ semaine... Il est clair que s'il parvient à mettre en place la politique qu'il souhaite, de nombreux jeunes seront contraints de travailler plus de 40 heures/semaine, sans avoir la possibilité d'obtenir un CDI, lequel, avec la simplification des licenciements, ne sera même plus une garantie d'emploi durable.

**Comment envisager sereinement l'avenir dans ces conditions, ou même plus simplement, l'acquisition d'un logement, y compris en location ?**

Actuellement les plus fragiles dans le monde du travail, les jeunes et particulièrement les jeunes femmes, seront encore plus impactés par la politique envisagée par Macron.



## **Que faire ?**

**L'histoire a démontré que les grandes avancées sociales ont eu lieu lorsque les travailleurs ont réussi à imposer un rapport de force défavorable au patronat et à l'État. L'un des outils essentiels pour imposer ce rapport de force est le syndicat.**

Ce gouvernement, malgré la promesse de renouvellement et les beaux sourires, ne défend que les intérêts du patronat et du monde de la finance. **Nous ne conserverons rien et n'obtiendrons encore moins sans lutter bec et ongles.** Il est par conséquent indispensable de regrouper nos forces, de tirer profit des erreurs

passées et de construire la lutte grâce à l'outil syndical, que ce soit par branche ou de manière interprofessionnelle.

La lutte qui s'annonce sera longue et difficile, le pouvoir en place ayant, en plus, toute la sphère médiatique à sa botte. Mais la défaite est inenvisageable si nous voulons garder notre dignité en tant que travailleur et plus largement en tant qu'être humain.

**N'oublions pas : seule la lutte paie !**